

De nouveaux engagements à lutter contre la faim

De nouveaux engagements à lutter contre la faim ont été pris récemment au niveau régional. C'est le cas notamment de l'initiative L'Amérique latine et les Caraïbes libérées de la faim, du Partenariat renouvelé pour en finir avec la faim en Afrique d'ici à 2025, de l'initiative Faim zéro en Afrique de l'Ouest, ou d'autres initiatives pilotes mises en œuvre dans plusieurs pays.

En tant que membres dynamiques du système des Nations Unies, la FAO et ses partenaires ayant leur siège à Rome soutiennent tous les efforts nationaux ou autres visant à faire de la faim et de la malnutrition un passé révolu, par l'intermédiaire du Défi Faim Zéro, de la Déclaration de Rome sur la nutrition de 2014 et du Programme de développement durable pour l'après-2015.

Moteurs du progrès

- La croissance économique est nécessaire pour soutenir les progrès au niveau de la réduction de la pauvreté et de la lutte contre la faim et la malnutrition, mais elle ne suffit pas.
- La croissance inclusive – une croissance qui donne une chance à ceux qui possèdent peu de biens, de compétences et de possibilités – augmente les revenus et améliore les moyens de subsistance des pauvres, et s'avère ainsi efficace pour la lutte contre la faim et la malnutrition. Dans les pays en développement, un pourcentage élevé des personnes affamées et mal nourries vit dans les zones rurales, et la croissance de l'agriculture et du secteur rural peut être une composante importante des stratégies de promotion de la croissance inclusive et de l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition.
- Dans la plupart des cas, l'amélioration de la productivité des ressources détenues par les agriculteurs familiaux et à petite échelle constitue un élément essentiel de la croissance inclusive et a de grandes retombées sur les conditions de vie des populations rurales pauvres et sur l'économie rurale en général. Des marchés en état de fonctionnement pour les produits alimentaires, les intrants et la main-d'œuvre peuvent aider à intégrer les agriculteurs familiaux et à petite échelle dans l'économie rurale et permettre aux populations rurales pauvres de diversifier leurs moyens de subsistance, ce qui est crucial pour gérer les risques et réduire la faim et la malnutrition.
- Très souvent, l'ouverture au commerce international possède un potentiel important d'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition parce qu'elle augmente la disponibilité de la nourriture et promeut les investissements et la croissance. Les accords commerciaux internationaux doivent contenir des garanties efficaces et laisser aux pays en développement une plus grande marge de manœuvre politique afin d'éviter les retombées négatives sur la sécurité alimentaire et la nutrition.
- La protection sociale contribue directement à la réduction de la faim et de la malnutrition en favorisant la sécurité du revenu et l'accès à une alimentation, des soins de santé et une éducation de meilleure qualité. En développant les capacités humaines et en atténuant l'impact des chocs, la protection sociale renforce la capacité des populations très pauvres à participer à la croissance à travers un accès facilité à l'emploi décent.
- La prévalence de l'insécurité alimentaire et de la sous-alimentation est significativement plus élevée dans les situations de crise prolongée dues à un conflit ou à une catastrophe naturelle. Un engagement politique fort est nécessaire pour combattre les crises prolongées à la racine. L'action doit être orientée sur la réduction de la vulnérabilité, le respect des droits humains fondamentaux et l'intégration de l'aide humanitaire et au développement.



Prière de citer comme suit: FAO, FIDA et PAM. 2015. *L'État de l'insécurité alimentaire dans le monde 2015. Objectifs internationaux 2015 de réduction de la faim: des progrès inégaux*. Rome, FAO.

Ce fascicule présente le rapport sur *L'État de l'insécurité alimentaire dans le monde (SOFI 2015)* dans ses grandes lignes. La version intégrale du document contient de nouvelles estimations sur la sous-alimentation, ainsi que des informations actualisées sur les progrès accomplis en direction des Objectifs du Millénaire pour le développement et du Sommet mondial de l'alimentation.

Rapport dans sa version intégrale : <http://www.fao.org/3/a-i4646f.pdf>

L'État de l'insécurité alimentaire dans le monde *EN BREF*

72 pays en développement ont atteint l'OMD 1 visant à réduire de moitié la proportion de population sous-alimentée



©FAO/Seyllou Diallo

«La faim constitue toujours un problème quotidien pour quelque 795 millions d'êtres humains, dont 780 millions vivent dans les régions en développement. Son éradication doit rester plus que jamais le premier objectif des décideurs à tous les niveaux.»

José Graziano da Silva, Directeur général de la FAO

Messages clés

Le déclin de la faim dans le monde se poursuit globalement; on estime qu'environ 795 millions de personnes sont en situation de sous-alimentation, soit une diminution de 167 millions sur la dernière décennie. Cette baisse est beaucoup plus marquée dans les pays en développement, malgré une forte croissance démographique.

L'année 2015 marque la fin de la période de suivi des progrès dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Dans l'ensemble, les pays en développement ont manqué de peu la cible qui consistait à réduire de moitié la proportion de population souffrant de sous-alimentation avant 2015. Certaines régions comme l'Amérique latine, l'Asie de l'Est et du Sud-Est, le Caucase et l'Asie centrale, ainsi que l'Afrique du Nord et de l'Ouest, ont réalisé des progrès rapides dans la réduction de la sous-alimentation.

Pas moins de 72 pays en développement sur 129 ont atteint la cible de l'OMD. La plupart d'entre eux jouissent de conditions politiques stables et d'une croissance économique couplée à des politiques de protection sociale venant en aide aux individus les plus vulnérables.

Dans les régions en développement, les deux indicateurs officiels de réduction de la faim – la prévalence de la sous-alimentation et la proportion d'enfants de moins de 5 ans souffrant d'insuffisance pondérale – ont décliné en parallèle, ce qui envoie un message optimiste. Cependant, dans de nombreux pays où la réduction de la malnutrition infantile a été lente, la qualité du régime alimentaire, les conditions d'hygiène et l'accès à l'eau potable doivent toutefois être encore améliorés, en particulier pour les groupes de population plus défavorisés.

La croissance économique est un facteur essentiel du succès dans la réduction de la sous-alimentation, mais uniquement quand elle est inclusive, c'est-à-dire quand elle donne aux pauvres, qui possèdent peu de biens et de maigres compétences, la possibilité d'améliorer leur quotidien. La productivité accrue de l'agriculture familiale et le renforcement des mécanismes de protection sociale sont les éléments clés de la promotion de la croissance et doivent aller de pair avec des marchés en état de fonctionnement et une structure de gouvernance où chacun peut se faire entendre.

Les conflits, l'instabilité politique ou les catastrophes naturelles ont entraîné des crises prolongées et aggravé ainsi la vulnérabilité et l'insécurité alimentaire. L'engagement politique sans faille, le respect des droits humains fondamentaux et l'intégration de l'aide humanitaire et au développement sont indispensables pour affronter ces crises prolongées.

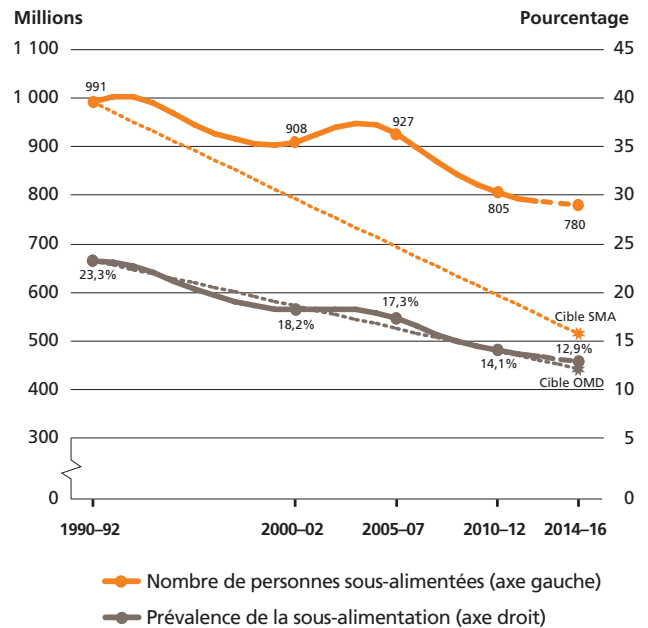
A propos du SOFI 2015

L'édition de cette année de *L'État de l'insécurité alimentaire dans le monde* passe en revue les progrès accomplis dans la réalisation du premier objectif du Millénaire pour le développement (OMD 1) et des cibles concernant la faim fixées lors du Sommet mondial de l'alimentation de 1996 et s'intéresse à ce qui reste à faire en cette période de transition vers le Programme de développement durable pour l'après-2015.

Les statistiques sur la cible de l'OMD 1 mesurent la prévalence de la sous-alimentation – la faim – et de l'insuffisance pondérale chez les enfants de moins de 5 ans. Les résultats relevés pour ces deux indicateurs au fil des années et à travers les régions sont comparés, permettant ainsi de mieux saisir la complexité de la notion de sécurité alimentaire.

Même si la situation s'est globalement améliorée, il reste beaucoup à faire pour éradiquer la faim et atteindre la sécurité alimentaire. Le SOFI 2015 analyse les avancées déjà enregistrées, identifie les problèmes non résolus et propose une orientation pour les politiques futures.

Évolution de la sous-alimentation dans les régions en développement: progrès (réels et projetés) par rapport aux cibles de l'OMD et du SMA



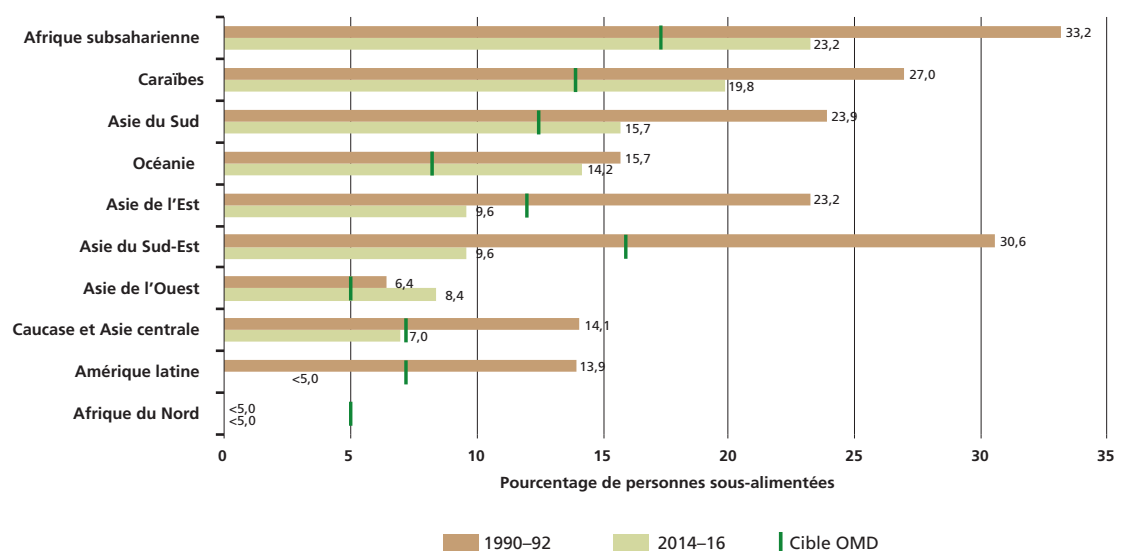
Note: Les données pour 2014-16 renvoient à des estimations provisoires.
Source: FAO.

Tendances mondiales

Un peu plus d'une personne sur neuf souffrait toujours de la faim en 2014-16. Le nombre total de personnes sous-alimentées a encore baissé ces deux dernières années. En dépit de la croissance démographique rapide, la proportion de la population mondiale qu'elles représentent, ou prévalence de la sous-alimentation, a été ramenée de 18,6 pour cent en 1990-92 à 10,9 pour cent en 2014-16.

Depuis le début des années 90, le nombre de personnes affamées a diminué de 216 millions, soit une réduction de 21,4 pour cent, malgré une hausse de la population mondiale de 1,9 milliard d'habitants. Ce résultat est dû essentiellement aux changements intervenus dans des pays fortement peuplés comme la Chine et l'Inde, qui ont enregistré des progrès rapides au cours des années 90.

Tendances en matière de sous-alimentation: pratiquement toutes les régions progressent, mais à des rythmes très différents



Note: Les données pour 2014-16 renvoient à des estimations provisoires.
Source: FAO.

Des écarts importants sont relevés non seulement entre les pays, mais aussi entre les régions et sous-régions.

Par exemple, la prévalence de la faim a rapidement diminué en Asie centrale, de l'Est et du Sud-Est et en Amérique latine; dans la majorité des pays d'Afrique du Nord, la sous-alimentation a continué à ne toucher qu'une part de population inférieure à 5 pour cent. D'autres régions, notamment les Caraïbes, l'Océanie et l'Asie de l'Ouest, ont accompli des progrès, mais à un rythme moins soutenu.

L'Amérique du Sud est parvenue à réduire la prévalence de la sous-alimentation de plus de 50 pour cent, et l'a ramenée à moins de 5 pour cent. Parallèlement, la réduction en Amérique centrale a été bien plus lente et n'a atteint que 38,2 pour cent.

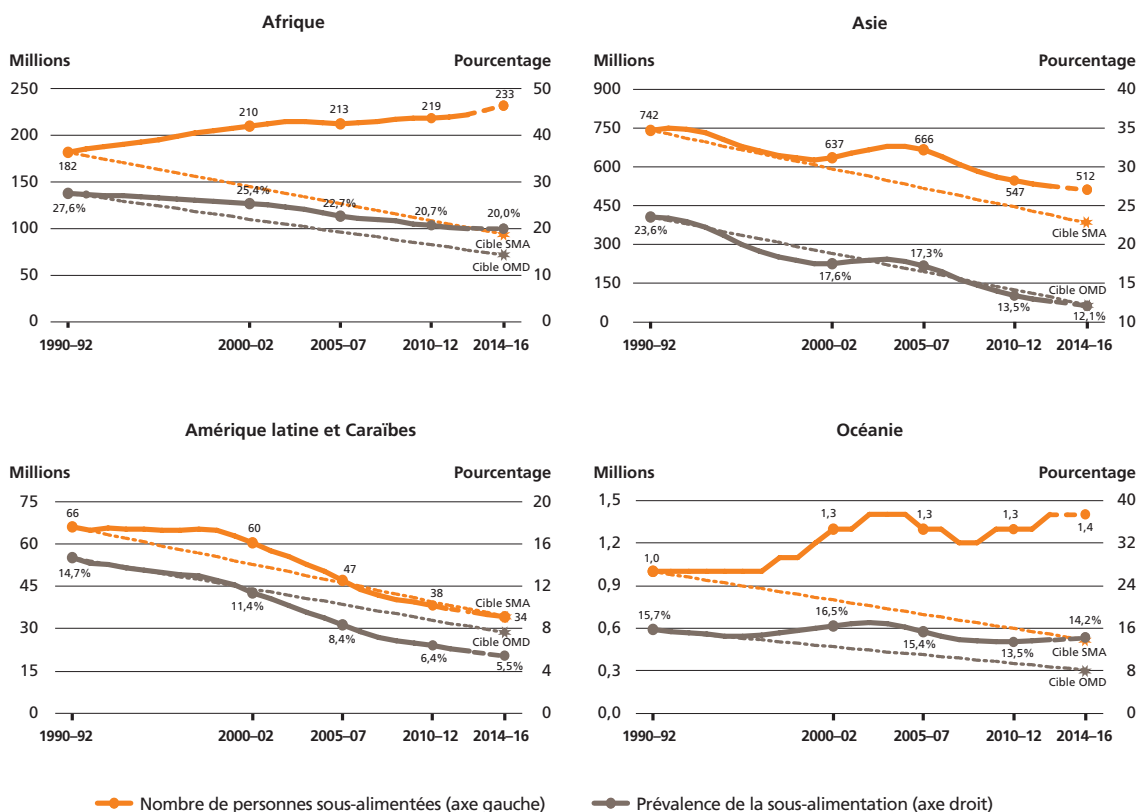
Parmi les pays qui ont accompli des progrès dans la lutte contre la faim, beaucoup jouissent de conditions politiques stables, d'une croissance économique générale et d'un secteur primaire en expansion, en particulier l'agriculture, la pêche et la sylviculture. Nombre d'entre eux ont également mis en place des politiques de promotion et de protection de l'accès à l'alimentation.

Dans deux régions, l'Asie du Sud et l'Afrique subsaharienne, les avancées ont été limitées, même si l'on a enregistré de nombreuses expériences encourageantes aux niveaux national et sous-régional. C'est en Asie du Sud, où pas moins de 281 millions de personnes sont sous-alimentées, que la faim est la plus présente. En Afrique subsaharienne, 23,2 pour cent de la population, soit près d'un individu sur quatre, souffrent de la faim.

En Afrique, la sous-région qui a enregistré le plus grand succès dans la lutte contre la faim est l'Afrique de l'Ouest, où le nombre de personnes sous-alimentées a diminué de 24,5 pour cent depuis 1990-92, et ce malgré la croissance démographique rapide, les épisodes de sécheresse dans le Sahel et la hausse des prix des aliments observée ces dernières années. Au total, 18 pays d'Afrique subsaharienne ont atteint la cible 1c de l'OMD 1, et quatre autres devraient le faire d'ici 2020 si les tendances actuelles se confirment.

Dans les pays où les progrès ont été plus modestes, des facteurs tels que la guerre, les troubles civils ou les déplacements de populations ont souvent entravé les efforts de lutte contre la faim, et parfois même augmenté les rangs des individus sous-alimentés.

Il existe des écarts importants dans les progrès réalisés par les différentes régions par rapport aux cibles de l'OMD et du SMA



Note: Les données pour 2014-16 renvoient à des estimations provisoires.
Source: FAO.

Cible 2015: atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement

En 1990, les dirigeants mondiaux se sont réunis pour adopter la Déclaration du Millénaire des Nations Unies. Ils ont également établi huit Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), dont le premier, reflet de l'engagement du monde entier à améliorer les conditions de vie de milliards d'êtres humains, consistait à réduire de moitié l'extrême pauvreté et la proportion de personnes souffrant de la faim.

Il reste six mois avant la fin de l'année 2015, délai fixé pour atteindre la plupart des cibles des OMD, notamment celle concernant la faim.

Comme le montre le rapport 2015 sur *L'État de l'insécurité alimentaire*, plus de 216 millions de personnes ont été libérées de la faim et à ce jour,

72 pays ont atteint la cible de l'OMD 1 relative à la faim, et neuf autres l'ont manquée de très peu.

Pour que les cibles concernant la sécurité alimentaire et la nutrition puissent être atteintes, il faut évidemment que la nourriture soit disponible, accessible et de qualité et quantité suffisantes. Une bonne nutrition contribue au développement humain et aide les individus à déployer tout leur potentiel et à saisir les chances que leur offre le processus de développement.

La bonne gouvernance, la stabilité politique, l'état de droit et l'absence de conflits, de troubles civils, de chocs climatiques ou de volatilité excessive du prix des aliments sont autant de facteurs propices à la sécurité alimentaire.

Croissance économique inclusive

La croissance économique est elle aussi cruciale pour la lutte contre la faim. En effet, en s'enrichissant, les pays sont de moins en moins exposés à l'insécurité alimentaire. Cependant, si les pays dont l'économie connaît une croissance rapide ont généralement plus de moyens à consacrer au renforcement de la sécurité alimentaire et à l'amélioration de la nutrition, cela ne se traduit pas toujours par une alimentation pour tous.

L'élément clé est le caractère «inclusif» de la croissance, c'est-à-dire une croissance qui promeut l'accès de tous à l'alimentation, aux biens et aux ressources, en particulier pour les pauvres et les femmes, de sorte qu'ils puissent déployer tout leur potentiel. En d'autres termes, si la croissance économique est une condition indispensable à la réduction de la pauvreté et à la lutte contre la faim, surtout dans le contexte de l'expansion démographique, elle ne suffit pas.



Afghanistan – Cette agricultrice est en train de vanner du blé dans un champ près de Mazar-e Sharif.

Dans les pays en développement, la majorité des pauvres et des affamés vivent dans les zones rurales, où l'agriculture familiale et à petite échelle prédomine. La croissance de ce type d'agriculture, liée à la hausse de

la productivité de la main-d'œuvre et de la terre, a un impact positif sur les conditions de vie des populations pauvres en augmentant leurs revenus et la quantité de nourriture disponible.

La protection sociale est primordiale

Les systèmes de protection sociale sont devenus un instrument essentiel de la lutte contre la faim. Plus de 100 pays se sont dotés de l'une ou l'autre forme de programme de transferts monétaires centrés sur la sécurité alimentaire, la nutrition, la santé et l'éducation, en particulier des enfants. Les programmes de distribution de nourriture et de garantie de l'emploi sont également importants.

L'expansion de la protection sociale dans les pays en développement s'est avérée cruciale pour l'accomplissement de progrès au niveau de la cible de l'OMD concernant la faim. Offrir des transferts monétaires réguliers et prévisibles aux ménages pauvres permet souvent de combler les carences alimentaires immédiates, mais aussi d'améliorer leurs conditions de vie en allégeant les contraintes pesant sur leur capacité productive.

La combinaison d'un régime de protection sociale et d'autres mesures de développement agricole, telles que le programme Acheter aux Africains pour

l'Afrique (PAA), qui lie les exploitants agricoles familiaux et à petite échelle aux programmes d'alimentation scolaire, peut maximiser l'impact de ces programmes sur la réduction de la pauvreté.

Aujourd'hui, tous les pays du monde ont mis en place au moins un filet de sécurité. Des programmes d'alimentation scolaire – la forme la plus répandue de programme de protection sociale – existent dans 130 pays.

Au cours des deux dernières décennies, il est apparu que ces programmes jouaient un rôle de premier plan dans l'instauration de la sécurité alimentaire et l'amélioration de la nutrition. Et pourtant, en dépit de la croissance rapide des programmes de protection sociale, environ 70 pour cent de la population mondiale n'ont pas encore accès à la sécurité sociale, et ces programmes doivent donc être considérablement étendus si l'on entend éradiquer la faim.



Éthiopie – Le repas de ces écoliers a été préparé par un groupe de femmes participant à un programme d'alimentation scolaire.

Crises prolongées et faim

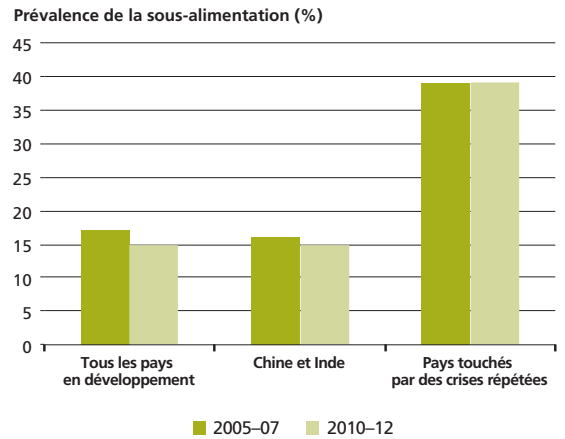
Dans les pays et zones touchés par des crises prolongées, une grande partie de la population est fortement exposée au risque de décès, de maladie et de perte des moyens de subsistance pour une longue durée. Dans ces circonstances, la gouvernance est généralement très faible, l'État n'ayant qu'une capacité limitée à répondre aux menaces et les atténuer pour la population, ou à assurer des niveaux de protection adéquats..

En 1990, 12 pays d'Afrique étaient en butte à une crise alimentaire, dont seulement quatre à une crise prolongée. Vingt ans plus tard, ils étaient 24, dont 19 avaient connu une telle crise pendant au moins huit des dix dernières années.

À la base des crises prolongées, on trouve de plus en plus souvent un conflit, généralement en conjonction avec une catastrophe naturelle. L'insécurité alimentaire fait partie des éléments aggravants qui peuvent déclencher ou amplifier le conflit.

Bien que les crises prolongées diffèrent au niveau des causes et des effets, l'insécurité alimentaire et la sous-alimentation en sont des conséquences courantes, graves, persistantes et à grande échelle. En 2012, 366 millions de personnes devaient faire face à une crise prolongée, dont 129 millions – 19 pour cent du nombre total d'individus exposés à l'insécurité alimentaire – étaient sous-alimentés.

Insécurité alimentaire: les crises répétées créent-elles une différence?



Source: FAO.



Haiti – Une femme arrose des bettes cultivées dans des pneus distribués par le Centre d'agriculture urbaine aux populations touchées par le tremblement de terre de 2010.

Les échanges commerciaux ne constituent ni une menace ni la panacée quand il est question de sécurité alimentaire, mais ils peuvent poser des défis et même entraîner des risques que les gouvernements doivent prendre en considération. Pour affronter de manière cohérente et systématique

les problèmes de sécurité alimentaire et leurs besoins de développement, les pays doivent avoir une meilleure vision d'ensemble des instruments politiques disponibles et faire preuve de la flexibilité nécessaire afin d'appliquer le dosage politique le plus efficace pour la réalisation de leurs objectifs.

Les effets possibles de la libéralisation des échanges sur les différentes dimensions de la sécurité alimentaire

	Effets positifs possibles	Effets négatifs possibles
DISPONIBILITÉ	<p>Le commerce international dynamise les importations de produits alimentaires et permet d'accroître les disponibilités, tant en quantité qu'en variété.</p> <p>Effets dynamiques sur la production intérieure: le renforcement de la concurrence étrangère peut contribuer à améliorer la productivité grâce à des investissements accrus, à la recherche-développement et à la diffusion des technologies.</p>	<p>Dans les pays exportateurs nets de produits alimentaires, la hausse des prix internationaux peut avoir pour effet de détourner vers les marchés d'exportation une partie de la production jusqu'alors destinée à la consommation interne, ce qui a pour effet de réduire l'offre intérieure de denrées de base.</p> <p>Dans les pays importateurs nets de produits alimentaires, les producteurs locaux qui ne sont pas en mesure de soutenir la concurrence des importations sont susceptibles de réduire leur production, causant un affaiblissement de l'offre intérieure et la perte d'effets multiplicateurs importants des activités agricoles sur les économies rurales.</p>
ACCÈS	<p>Dans les pays importateurs nets de produits alimentaires, les prix des aliments tendent généralement à chuter lorsque la protection des frontières est réduite.</p> <p>Dans les secteurs compétitifs, un meilleur accès aux marchés d'exportation peut favoriser l'accroissement des revenus.</p> <p>Les prix des intrants sont susceptibles de fléchir.</p> <p>Les avantages macroéconomiques de la libéralisation des échanges, tels que la croissance des exportations et l'afflux d'investissements étrangers directs, soutiennent la croissance et l'emploi, qui à leur tour contribuent à accroître les revenus.</p>	<p>Dans les pays exportateurs nets de produits alimentaires, il est possible que les prix des produits exportables augmentent sur le marché intérieur.</p> <p>Dans certains secteurs sensibles en concurrence avec les importations, l'emploi et les revenus peuvent diminuer.</p>
UTILISATION	<p>L'offre d'une plus grande variété d'aliments peut favoriser des régimes alimentaires plus équilibrés et mieux satisfaire aux préférences et goûts différents des consommateurs.</p> <p>La sécurité sanitaire et la qualité des aliments peuvent s'améliorer si les exportateurs ont mis en place des systèmes de contrôle nationaux plus évolués ou si les normes internationales sont appliquées avec davantage de rigueur.</p>	<p>Une plus grande dépendance à l'égard des importations alimentaires a été associée à une consommation accrue d'aliments plus caloriques et de faible valeur nutritive, qui sont moins chers et plus facilement accessibles.</p> <p>La priorité donnée aux exportations de produits de base peut détourner les terres et autres ressources nécessaires à la production des aliments autochtones traditionnels, souvent supérieurs d'un point de vue nutritionnel.</p>
STABILITÉ	<p>Les importations réduisent la fluctuation saisonnière des disponibilités alimentaires, ainsi que les prix à la consommation.</p> <p>Les importations atténuent les risques liés à la production locale.</p> <p>Les marchés mondiaux sont moins exposés aux perturbations liées aux politiques ou aux aléas climatiques.</p>	<p>Dans les pays importateurs nets de produits alimentaires, la priorité donnée aux marchés mondiaux s'agissant d'assurer l'approvisionnement alimentaire et le recours à des politiques de libéralisation des échanges réduisent la marge de manœuvre utile pour faire face aux crises.</p> <p>Les pays importateurs nets de produits alimentaires peuvent être sensibles aux changements que les pays exportateurs peuvent apporter à leurs politiques commerciales, concernant par exemple des interdictions d'exportation.</p> <p>Les secteurs qui se trouvent à un stade initial de développement peuvent être plus vulnérables face à une flambée des prix ou à une augmentation subite des importations.</p>